

**Séance ordinaire du
mardi 26 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Approbation du Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) Année 2017

La Loi du 11 février 2005 pour « *l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* » a été adoptée dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes en situation de handicap (moteur, sensoriel, mental, psychique) ou à mobilité réduite (ensemble de personnes qui éprouvent des difficultés à se déplacer, de manière provisoire ou permanente).

Une des dispositions de la Loi est la mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité (article 46), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants.

L'ordonnance n°1090 du 26 septembre 2014 **relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP), des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées**, élargie la CCA à tous les usagers sous forme d'observatoire de l'accessibilité. Ainsi aux collèges des élus et des personnes en situation de handicap, se rajoute des représentants des personnes âgées, des acteurs de la vie économique et d'autres usagers de la Ville nommés par Monsieur le Maire. Y siègent sept élus, cinq représentants d'associations liées au handicap et leurs suppléants, un représentant des personnes âgées, un représentant des acteurs économiques, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les consommateurs et les usagers de la Ville.

La CCA a comme obligation d'établir un rapport annuel. Ce document a de multiples vocations. Il doit permettre de formaliser l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire, de capitaliser les actions,

d'informer les associations représentant les personnes handicapées ou à mobilité réduite, de faire remonter les difficultés et/ou les besoins mais également de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre, d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité sur la commune.

Le contenu du rapport pour l'année 2017 : Le présent rapport dresse un bilan des activités de la Commission Communale pour L'Accessibilité :

1. La mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP)

L'ADAP de la Ville de Montpellier concerne plus de 305 ERP (Etablissements Recevant du Public) sur 248 sites. Sa mise en œuvre est programmée sur une durée de 9 ans, séquentielle en 3 périodes de 3 ans.

Son financement, sur 9 ans, représente 35 Millions d'euros au total. La première période couvre les années 2016/2018 pour un montant de 9 millions d'euros.

La seconde période couvre les années 2019-2021 pour un montant de 15 millions d'euros.

Et enfin, la troisième période couvre les années 2022-2024 pour un montant de 14 millions d'euros.

2. Le bilan des activités des groupes de travail « Espaces publics » et « ERP »

-ZAC République : Le Projet d'aménagement de la future ZAC République a été réalisé selon l'idée de la Conception Universelle et d'accessibilité pour tous avec de nombreuses réunions de concertations et d'ateliers avant-projet avec les associations de personnes handicapées et à mobilité réduite ayant permis d'intégrer leurs besoins et idées dans l'avant-projet ;

-Projet « SMART PARKING » : développement d'une application sur smartphone permettant le recensement des places de stationnement disponible (valides et PMR) avec des capteurs spécifiques.

3. L'inclusion des personnes en situation de handicaps dans la Ville

- Une action impulsée sur la ville grâce à l'action d'un chef de projet à temps plein dans le service de la cohésion sociale ;

-Handi'Com : l'évènement 2017 sensibilisation de 800 enfants durant le temps scolaire aux thématiques du Handicap, et mettre en avant les intérêts du sport partagé ;

- Séminaire de la Direction de l'Education pour l'accueil d'un enfant en situation de handicap : l'objectif d'harmoniser les pratiques de tous les intervenants sur les temps scolaires et périscolaires a été poursuivi. Un guide a été produit et diffusé auprès de tous les professionnels à l'issue ;

- Le Recensement de l'offre culturelle pour les « Publics Empêchés » dont les personnes en situation de handicap a permis d'identifier les besoins de communication et actions les plus adaptées.

Ce rapport a été transmis puis discuté le 29 mai 2018 avec les membres de la CCA réunie en commission plénière. Il est aussi, le fruit des réunions des Groupes de Travail « *Mobilité* », « *Cadre Bâti* », « *Accès aux droits et à l'Information* », issus de la CCA et qui se sont réunis à plusieurs reprises en 2017 en assemblée, en ateliers ou sur le terrain. Ces groupes de travail ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer, dans une démarche partenariale et transversale, des priorités d'intervention. Ils sont composés de représentants des services de la Ville et de la Métropole directement concernés par les sujets, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes en situation de handicap.

Après validation par le Conseil Municipal, le rapport 2017 sera transmis à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Départemental, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés. Il sera mis en ligne sur le site Internet de la Ville pour être consultable par tous les citoyens.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le présent rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CCA 2017
- Délibération exécutoire - Partie 1
- Délibération exécutoire - Partie 2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/07/18
Réception en Préfecture : 09/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.